

HCSF

Haut Conseil de Stabilité Financière

DECISION N° D-HCSF-2019-3 *Relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique*

10 JUILLET 2019

Le Haut Conseil de stabilité financière,

Vu le règlement (UE) n. 1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013 confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit ;

Vu la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE ;

Vu la recommandation n. 2014/1 du Comité Européen du Risque Systémique du 18 juin 2014 sur les orientations concernant la fixation des taux de coussin contracyclique ;

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 511-41-1 A, L. 533-2-1, L. 612-2 et L. 631-2-1 ;

Vu l'ordonnance n. 2014-158 du 20 février 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière ;

Vu l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif aux coussins de fonds propres des prestataires de services bancaires et des entreprises d'investissement autres que des sociétés de gestion de portefeuille ;

Vu la décision n°D-HCSF-2019-2 du 2 avril 2019 du Haut Conseil de stabilité financière relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique ;

Vu la proposition du Gouverneur de la Banque de France en date du 11 juin 2019 ;

Vu l'avis de la Banque centrale européenne en date du 21 juin 2019 ;

Considérant que le Haut Conseil de stabilité financière surveille à titre indicatif le référentiel pour les coussins de fonds propres préconisé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire ;

Considérant qu'à la fin du quatrième trimestre 2018, l'écart par rapport à sa tendance à long terme du ratio du crédit au produit intérieur brut pour la France, calculé conformément aux orientations du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, est de 1,1 point de pourcentage ;

Considérant, à titre d'information, que le taux du coussin de référence qui en résulterait mécaniquement conformément aux orientations du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire est de 0 point de pourcentage ;

Considérant qu'à la fin du quatrième trimestre 2018, l'écart par rapport à sa tendance à long terme du ratio du crédit bancaire rapporté au produit intérieur brut est de 2,0 points de pourcentage ;

Considérant par ailleurs les autres informations quantitatives et qualitatives disponibles et leur niveau d'incertitude ;

Décide :

Article 1^{er}

Le taux du coussin contra-cyclique, prévu au 1^o du II de l'article L. 511-41-1 A du code monétaire et financier et à l'article L. 631-2-1 du même code, applicable aux personnes mentionnées au 1^o et au 9^o du A du I de l'article L. 612-2 du même code ainsi qu'aux personnes définies à l'article L. 533-2-1 du même code, est maintenu inchangé à 0,5 %.

Article 2

Les personnes mentionnées au 1^o et au 9^o du A du I de l'article L. 612-2 du code monétaire et financier ainsi que les personnes définies à l'article L. 533-2-1 du même code appliquent ce taux aux fins du calcul de leur coussin de fonds propres contra-cyclique spécifique à compter du 2 avril 2020, conformément à la décision n^oD-HCSF-2019-2 susvisée.

Avant cette date, ces personnes appliquent, à compter du 1^{er} juillet 2019 et aux fins du calcul de leur coussin de fonds propres contra-cyclique spécifique, un taux de 0,25 % pour le taux du coussin contra-cyclique prévu au 1^o du II de l'article L. 511-41-1 A du code monétaire et financier et à l'article L. 631-2-1 du même code.

Article 3

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution est chargée de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française et sur le site internet du Haut Conseil de stabilité financière.

Fait le 10 JUL. 2019



Le Président du Haut Conseil de stabilité financière,
Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie et des Finances.